



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Notice d'accessibilité des personnes à mobilité réduite aux Établissements et Installations ouvertes au public (E.R.P. et I.O.P.)

prévues par les articles R.111-19-18 et R.111-19-19 du Code de la construction et de l'habitation

1- RAPPELS

Réglementation

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 modifié par le décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007
- Arrêtés du 1er août 2006, du 21 mars 2007, du 11 septembre 2007 et du 30 novembre 2007
- Circulaire interministérielle DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007
- Ordonnance du 27 septembre 2014
- Décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014
- Arrêté du 8 décembre 2014
- Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées
- Arrêté du 20 avril 2017

L'obligation concernant les ERP et IOP

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles R.111-19 à R.111-19-12 du code de la construction et de l'habitation.

L'article R. 111-19-1 précise :

« Les établissements recevant du public définis à l'article R. 123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, **quel que soit leur handicap** » L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements.

Définition de l'accessibilité :

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation.

Art. R. 111-19-2. - *"Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente. "*

Le ministre chargé de la construction et le ministre chargé des personnes handicapées fixent, par arrêté, les obligations auxquelles doivent satisfaire les constructions et les aménagements propres à assurer l'accessibilité de ces établissements et de leurs abords en ce qui concerne les cheminements extérieurs, le stationnement des véhicules, les conditions d'accès et d'accueil dans les bâtiments, les circulations intérieures horizontales et verticales à l'intérieur des bâtiments, les locaux intérieurs et les sanitaires ouverts au public, les portes et les sas intérieurs et les sorties, les revêtements des sols et des parois, ainsi que les équipements et mobiliers intérieurs et extérieurs susceptibles d'y être installés, notamment les dispositifs

Notice d'accessibilité

MOE : Eurl Lavall Architecte mandataire | ECTS BET Structure et VRD | OSMOSE BET Paysage | INDDIGO BET
HQE | SIPE BET Fluides | GAMBA BET Acoustique

Page 1 sur 9

d'éclairage et d'information des usagers. Cet arrêté prévoit la possibilité pour le maître d'ouvrage de satisfaire à ces obligations par des solutions d'effet équivalent aux dispositions techniques de l'arrêté dès lors que ces solutions répondent aux objectifs poursuivis.

2- OBJET DU DOCUMENT

La présente notice précise, au stade du permis de construire ou d'autorisation de travaux, l'engagement du maître d'ouvrage vis à vis de la réglementation relative à l'accessibilité pour les personnes handicapées et fournit un cadre de renseignement pour l'examen du projet nécessaire à l'instruction du dossier de permis de construire ou d'autorisation de travaux.

Au stade du permis de construire ou d'autorisation de travaux le maître d'ouvrage prend l'engagement de respecter les règles de construction. Il doit fournir tous les éléments connus à ce stade du projet, et décrits ci-après, permettant une première vérification de la prise en compte des règles d'accessibilité facilitant l'**AVIS OBLIGATOIRE** de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA).

3- OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

En fin de travaux soumis à permis de construire l'engagement pris par le maître d'ouvrage de respecter les règles de constructions sera confirmé par la fourniture d'une **ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DES REGLES D'ACCESSIBILITE** telle que définie par les articles R.111-19-27 et R.111-19-28 du code de la construction et de l'habitation :

Pour les dossiers soumis à permis de construire, le demandeur doit faire établir une attestation à l'issue de l'achèvement des travaux. Cette attestation est établie par un contrôleur technique titulaire d'un agrément l'habilitant à intervenir sur les bâtiments ou par un architecte au sens de l'article 2 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, qui ne peut pas être celui qui a conçu le projet, établi les plans ou signé la demande de permis de construire.

Le maître d'ouvrage adresse l'attestation à l'autorité qui a délivré le permis de construire et au maire dans un délai maximal de trente jours à compter de la date de l'achèvement des travaux. Cette attestation est jointe à la déclaration d'achèvement prévue par l'article R.462-1 du code de l'urbanisme.

Est puni d'une amende prévue pour les contraventions de la 5e classe, le fait pour une personne ne remplissant pas les conditions prévues au 1er alinéa de l'article R.111.19.27, d'établir une attestation. Est puni de la même peine, le fait de faire usage d'une attestation établie par une personne ne remplissant pas les conditions définies au 1er alinéa de l'article R.111-19-27. La juridiction peut prononcer la peine d'affichage de la décision et de diffusion de celle-ci dans les conditions prévues par l'article 131-35 du code pénal. En cas de récidive, le maximum de la peine encourue est majoré dans les conditions définies par les articles 132-11 et 132-15 du code pénal.

4- EXIGENCES GÉNÉRALES D'ACCESSIBILITÉ

Le projet doit intégrer l'accessibilité à **tous les types de handicaps** (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques).

C'est ainsi que seront notamment pris en compte :

- Pour la déficience visuelle : des exigences en termes de guidage, de repérage et de qualité d'éclairage
- Pour la déficience auditive : des exigences en termes de communication, de qualité sonore et de signalisation adaptée
- Pour la déficience intellectuelle : des exigences en termes de repérage et de qualité d'éclairage
- Pour la déficience motrice : des exigences spatiales, de stationnement et de circulation adaptés, de cheminement extérieur et intérieur, de qualité d'usage des portes et équipements.

Avertissement : cette notice a été élaborée pour vous aider à respecter les dispositions du décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007, de l'arrête du 8 décembre 2014, arrêté du 28 avril 2017 et arrêté du 20 avril

Notice d'accessibilité

MOE : Eurl Lavall Architecte mandataire | ECTS BET Structure et VRD | OSMOSE BET Paysage | INDDIGO BET
HQE | SIPE BET Fluides | GAMBA BET Acoustique

Page 2 sur 9

2017. D'autres types de notices peuvent être utilisées, mais les éléments de détails prévus par ce décret devront impérativement y figurer. Par ailleurs, ce document a pour principal objectif de décrire comment votre projet répond aux obligations réglementaires. Les cases prévues à cet effet doivent être remplies le plus exhaustivement possible en tenant compte de l'avancement des réflexions au moment du dépôt du dossier. Les dispositions non encore définitives pourront faire l'objet d'ajustements mais il convient toutefois d'indiquer qu'elles seront prises en compte ultérieurement.

5- ENGAGEMENTS DU MAITRE D'OUVRAGE ET DU MAITRE D'OEUVRE

Maître d'ouvrage :

Je soussigné, NOBEL Laurent, **Maître d'ouvrage**, m'engage à respecter les règles d'accessibilité aux personnes handicapées sur le projet défini ci-avant.

Date :

signature

Maître d'oeuvre:

Je soussigné, M. LAURENT LAVALL représentant la EURL LAURENT LAVALL **Maître d'œuvre**, m'engage à respecter les règles d'accessibilité aux personnes handicapées sur le projet défini ci-avant.

Date : 08/11/2023

signature

EURL d'Architecture LAURENT LAVALL
Tel : 05 90 215 440 - Fax : 05 90 215 380
Courriel : llavall@free.fr
09 97 10 70 00 - Tour Massabielle
97 10 70 00 - Pointe à Pitre
N°CROAG gué 501036 - NAF 7111Z - N°MAF 257134/U/23
N°CNOA 512035 - N° Siret : 49974034800028

Notice d'accessibilité

MOE : Eurl Lavall Architecte mandataire | ECTS BET Structure et VRD | OSMOSE BET Paysage | INDDIGO BET
HQE | SIPE BET Fluides | GAMBA BET Acoustique

Page 3 sur 9

PRINCIPALES DISPOSITIONS TECHNIQUES CONCERNANT LE PRESENT PROJET

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE DEMANDEUR ET L'ETABLISSEMENT

1 – DEMANDEUR *(bénéficiaire de l'autorisation)*

NOM, prénoms

Commandant CAPONE

Pour les personnes morales, nom du représentant légal ou statutaire : Maire de Baie-Mahault

ADRESSE : Camp de la JAILLE BP 2459
Code postal – 97085 Commune : JARRY CEDEX
Téléphone fixe : +590 590 40 76 50
Mail : dti@rsma-ga.com

2 – ETABLISSEMENT

NOM de l'établissement

Crèche RSMA

ACTIVITE avant travaux : / Après travaux : Enseignement

IDENTITE du futur exploitant RSMA

TYPE(S) et **CATEGORIE** de l'établissement (selon R123-19 du CCH - voir fiche sécurité) :

Type R - 5ème catégorie

ADRESSE : Camp de la JAILLE BP 2459
Code postal 97085 - JARRY CEDEX

Notice d'accessibilité

MOE : Eurl Lavall Architecte mandataire | ECTS BET Structure et VRD | OSMOSE BET Paysage | INDDIGO BET
HQE | SIPE BET Fluides | GAMBA BET Acoustique

1 - Description du projet

Travaux de construction d'une nouvelle crèche pour le RSMA sur le site du Camp militaire Dugommier.

L'établissement accueille 60 enfants de la petite enfance jusqu'à 36 mois. Ponctuellement lors des périodes de vacances scolaires, l'établissement peut accueillir des jeunes enfants de plus de 36 mois.

ERP de type R de 5^{ème} catégorie.

2 - Cheminements extérieurs (article 2 de l'arrêté du 20 avril 2017)

La topographie du site de la nouvelle construction est plane et le bâtiment est de plain-pied. Les cheminements piétons extérieurs depuis les zones de parkings (public et privé) jusqu'à l'entrée du bâtiment sont conformes aux réglementations :

- Géométrie des cheminements :
 - Les dévers sont inférieurs à 2%
 - Les pentes sont maximales à 4%
- La largeur des cheminements est de minimum 150cm.
- Le revêtement des cheminements extérieurs est non meuble, non glissant, non réfléchissant et dépourvu d'obstacle à la roue.
- La hauteur sous obstacle sera toujours supérieure à 2m20.
- L'éclairage artificiel extérieur assure un minimum de 20 lux sur le cheminement extérieur et 200 lux au niveau des entrées.

3 - Stationnement (article 3 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- Deux zones de parkings sont prévues :
 - 1 dans l'enceinte du camp Dugommier pour les membres du RSMA : 3 places dont 1 PMR
 - 1 extérieur au camp pour les personnes venant de l'extérieur : 23 places dont 2 PMR
- Les dimensions minimales sont de 3,30 m x 5,00 m.
- Les emplacements sont matérialisés par un marquage normalisé (panneau vertical + marquage au sol)
- Le raccordement des places avec les cheminements horizontaux se fera sur toute la longueur de la place et en bout de place selon la configuration, sans ressaut.
- Les dévers seront inférieurs à 2%.
- L'éclairage des cheminements extérieurs est de 20lux, y compris la coursière du patio.

4 - Accès aux bâtiments (article 4 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- L'accès principal au bâtiment pour le public se fait par la façade Ouest, côté parking. Un accès réservé au personnel est situé sur la même façade mais distinct de l'entrée du public. Ils sont facilement repérables depuis l'entrée du site.
- L'entrée du public est architecturalement différenciée.

Notice d'accessibilité

- Les accès PMR ne sont pas différenciés des autres personnes.
- Une aire de manœuvre est prévue au niveau de chaque entrée accessible aux personnes à mobilité réduite.
- Les portes d'accès ont
 - un seuil de 2cm maximum
 - une largeur de passage de 180 cm pour l'entrée principale : Porte double avec 2 vantaux de 90cm de passage libre.
 - Les poignées d'ouverture des portes sont à une hauteur de 90 cm pour être accessibles à une personne assise.
 - Les dispositifs d'ouverture ou de commande sont situés à plus de 40cm d'un angle rentrant.
 - Les espaces d'usage permettent un demi-tour aisé.
 - Toutes les portes vitrées sont équipées d'un adhésif vitrophanie.

| 5 - Accueil du public (article 5 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- Le public accède au site par le parvis d'entrée principal de la crèche (façade Ouest).
- Le large hall d'accueil permet le retournement des fauteuils roulant sans encombre.
- L'accueil et l'accès du public se fait par visiophone afin de signaler sa présence. Celui-ci est prévu pour une utilisation par tout public, y compris les PMR. La hauteur de l'équipement est comprise entre 90 et 130cm.
- Les bureaux recevant le public est aménagé de manière à permettre le demi-tour aisé de diamètre 150cm.
- Les mobiliers de ces espaces (hall, bureaux) permettent une utilisation en position assis ou debout.
- L'éclairage dans les bureaux accessibles est de 200lux. L'éclairage dans le hall d'accueil est de 100lux.

6 - Circulations intérieures horizontales (article 6 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- La largeur des cheminements intérieurs est de minimum 150cm.
- Les éléments structurants sont rendus repérables pour les déficients visuels : contraste, couleur claire, modification de revêtement, etc.
- Les espaces de manœuvre de diamètre 150cm permettront aux personnes en fauteuil roulant de faire demi-tour régulièrement et au moins à chaque changement de direction et croisement de circulations.
- Les trous et fentes sont inférieurs à 2cm.
- L'éclairage dans les circulations horizontales intérieures est de 100lux.

| 7 - Circulations verticales (article 7 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- Sans objet : Bâtiment en rez-de-chaussée

| 8 - Tapis roulants, escaliers, et plans inclinés mécaniques (article 8 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- Sans objet

Notice d'accessibilité

9 - Revêtements des sols, murs et plafonds (article 9 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- Les revêtements de plafonds, murs et sols à mettre en place respectent les exigences de l'arrêté du 1er août 2006. Ils permettent une circulation aisée des personnes handicapées et ils ne créent pas de gêne visuelle ou sonore pour les personnes ayant une déficience sensorielle ; la couleur blanche est évitée.
- Pour l'ensemble des revêtements de surfaces, les valeurs réglementaires de temps de réverbération et de surface équivalente de matériaux absorbants définies par les exigences acoustiques en vigueur sont respectées.
- Le mobilier, le traitement des surfaces et la géométrie des espaces mis en place permet d'éviter une trop grande gêne acoustique.

10 - Portes, portiques et sas (article 10 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- Les portes d'accès ont
 - un seuil de 2cm maxi et une largeur de passage de 90cm minimum
 - une largeur de passage de 90 cm minimum
 - Les poignées d'ouverture des portes des locaux accessibles au public sont à une hauteur de 100 cm pour être accessibles à une personne assise ou debout.
 - En dérogation, pour des questions d'exploitation et de sécurité, la hauteur des poignées des portes des salles accessibles aux enfants est de 130 cm pour que les enfants ne puissent pas s'échapper.
 - Les dispositifs d'ouverture ou de commande sont situés à plus de 40cm d'un angle rentrant.
 - Les espaces d'usage permettent un demi-tour aisé.
- Les espaces de manœuvre devant et derrière chaque porte d'un local accessible aux PMR sont conformes selon le sens d'ouverture de la porte.
- Les portes des sanitaires sont équipées de poignée de tirage.

11 - Locaux ouverts au public, équipements et dispositifs de commande (article 11 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- Les personnes handicapées peuvent accéder à l'ensemble des locaux ouverts au public et en ressortir de manière autonome.
- La disposition des équipements ne crée pas d'obstacle ou de danger pour les personnes ayant une déficience visuelle.
- Un équipement ou un élément de mobilier au moins par groupe d'équipements ou d'éléments de mobilier est utilisable par une personne en position " debout " comme en position " assis ".
- Un équipement ou élément de mobilier présente les caractéristiques suivantes : Hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m et à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant.
- Remarque : les équipements des zones d'éveil et sanitaires enfants seront conformes aux dimensions de mobilier et équipements pour enfant.

12 - Sanitaires (article 12 de l'arrêté du 20 avril 2017)

Notice d'accessibilité

- Au moins un WC accessible aux personnes à mobilité réduite par ensemble de sanitaires publics :
 - Sanitaire mixte adapté aux PMR pour le public, accès depuis le hall
- Des flashs lumineux sont prévus dans tous les sanitaires PMR.
- Les équipements sanitaires PMR sont installés selon les hauteurs des normes d'accessibilité. Les hauteurs dans les sanitaires pour enfants seront adaptées selon l'âge.
 - Plan vasque : Hauteur plan 80cm / hauteur libre sous plan 70cm / Profondeur libre sous plan 50cm / largeur libre 80cm / Position robinet à plus de 40 cm d'un angle rentrant
 - Cuvette WC PMR : Hauteur entre 45cm et 50cm
 - Barre murale en angle : Hauteur partie horizontale 75cm / position à 40cm de l'axe de la cuvette
 - Sèche-mains, distributeur savon : Hauteur entre 90 et 130cm / Position à plus de 40 cm d'un angle rentrant
- Les espaces de manœuvre diamètre 150cm et espace d'usage de 80x130cm sont prévus à côté de chaque équipement sanitaire PMR.

|13 - Sorties (article 13 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- Elles sont repérables en tout point des espaces accessibles au public, soit visuellement soit par une signalisation adaptée et conforme à la norme sans possibilité de confusion avec les sorties de secours spécifiques.

|14 - Eclairage (article 14 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- La qualité de l'éclairage, artificiel ou naturel, des circulations intérieures et extérieures est telle que l'ensemble du cheminement est traité sans créer de gêne visuelle.
Il répond aux valeurs d'éclairement spécifiées par l'Article 14.II de l'arrêté du 20 avril 2017.
- Les dispositifs d'accès et les informations fournies par la signalétique font l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée.
- L'éclairage dans les espaces d'éveil, l'office et le hall d'accueil est de 200lux.
- L'éclairage dans les circulations intérieures est de 100lux
- L'éclairage dans la circulation extérieure du patio (coursive) est de 20lux.

|15 - Etablissement ou installations recevant du public assis (article 16 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- Sans objet

|16 - Etablissement disposant de locaux d'hébergement (article 17 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- Sans objet

Notice d'accessibilité

17 - Etablissement ou installations comportant des cabines d'essayage, d'habillage ou de déshabillage, des douches (article 18 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- La cabine de douche et les vestiaires ne sont accessibles qu'au personnel.
- Toutefois, ils sont conformes aux normes d'accessibilités. Un vestiaire mixte (hommes et femmes) est prévu avec un espace de douche/sanitaires accessible PMR ainsi qu'une cabine de change séparée.
- Un espace de manœuvre de diamètre 150cm est possible à l'intérieur et à l'extérieur de la cabine de douche ;
- Un espace d'usage de 80x130cm est prévu dans la douche.
- Un équipement de type siège rabattable PMR est prévu dans la douche.
- La hauteur d'installation des équipements est conforme aux réglementations PMR.

18 - Etablissement comportant des caisses de paiement disposées en batteries (article 19 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- Sans objet

19 - Registre public d'accessibilité (article R. 111-19-60 du code de la construction et de l'habitat et les articles 1,3 et 4 de l'arrêté du 19 avril 2017)

- L'exploitant de la crèche élaborera et mettra à disposition du public un Registre Public d'Accessibilité.
- Il contiendra les informations minimales attendues par l'arrêté :
 - Une information complète sur les prestations fournies dans l'établissement ;
 - La liste des pièces administratives et techniques relatives à l'accessibilité de l'établissement aux personnes handicapées ;
 - La description des actions de formation des personnels chargés de l'accueil des personnes handicapées et leurs justificatifs.
- Il sera mis à disposition du public dans le hall d'entrée ou le bureau de la direction. Un format dématérialisé pourra également être mis à disposition par l'exploitant.

Date et signature du demandeur